

Non au PRE

(Plan de Réduction des Effectifs)

Refusons la dégradation des soins !

Editorial

Depuis plusieurs années les gouvernements successifs ont diminué les financements des hôpitaux créant ainsi des déficits importants. Aujourd'hui le gouvernement Macron impose aux hôpitaux de diminuer leur masse salariale pour « s'adapter aux moyens donnés ». Obéissant aux ordres, ARS, Président du Conseil de Surveillance et Direction des HSM imposent un 1er PRE (Plan de Réduction des Effectifs) qui fusionne et désorganise les services en supprimant 73 postes. Cela s'ajoute aux dizaines de postes vacants.

Depuis de nombreux mois nous alertons aidons les agents à s'organiser autour de revendications collectives dans tous les services. La bataille contre le PRE doit nous permettre de faire converger les luttes de l'établissement. C'est tous ensemble dans l'unité, que nous pourrons stopper les mesures dévastatrices et défendre la qualité des soins et de travail que ce soit à la Maternité, en Psychiatrie adulte et enfant, en SSR enfant et adulte, en neuro-gériatrie, dans les services administratifs, technique, social ...

Face aux multiples attaques du gouvernement il faut se battre, pour la défense d'un service public de santé de haute qualité et pour la défense de notre système de retraite.

Dernière minutes :

La diminution des postes en SSR enfant met gravement en danger le fonctionnement de l'école. Accepterons nous que des enfants hospitalisés n'aient plus accès à l'enseignement sur l'hôpital ?

 Toutes les vidéos de la mobilisation sur la chaîne Youtube : **cgthsm !**

Rassemblement mardi 9 octobre devant la DRH de 13h à 13h30

(un préavis de grève a été déposé)

pour une action symbolique contre les suppressions de postes

Nous appelons chaque service à venir avec ces propres pancartes et revendications !

Compte Rendu CGT de la Délégation reçue à l'ARS.

L'ARS ouvre la rencontre en prétendant vouloir « dialoguer » et en demandant des « éclaircissements » sur la situation dans les services. En réalité, il n'y a pas eu de dialogue tant nous nous sommes heurtés à un mur.

Après avoir exposé la dégradation des soins dans différents services de MCO (Maternité), SSR (Adulte et Enfant) de psychiatrie (Adulte en Enfant) nous avons dû demander à plusieurs reprises au Directeur de l'ARS ce qu'il avait à nous dire pour améliorer la situation. Sa réponse est affligeante et tient en 4 points :



1- Le Directeur de l'ARS se fait le relais de son maître E. Macron qui, le 18 septembre, déclarait : « L'hôpital public ne souffre pas d'un sous financement, mais d'un problème d'organisation ».

Avec aplomb Mr Véchard nie les conséquences de la diminution des DAF SSR et PSY (Dotation Annuelle de Financement). Il déclare que les HSM ne souffrent pas d'un sous financement mais du fait que certains services ne se sont pas « réorganisés à temps » rejetant ainsi la faute sur les agents.

En réalité, les désorganisations de service mises en place par la Direction sont motivées par les taux d'occupations des lits et les lignes budgétaires de l'établissement et certainement pas par l'intérêt des patients. Le PRE ne fait que déstabiliser les équipes et détériorer les conditions de travail et de soins.

2- Avec condescendance l'ARS explique comprendre les conditions de travail dures et annonce des mesures pour améliorer « la Qualité de Vie au Travail » (QVT).

L'ARS refuse d'entendre qu'avec le sous-effectif les agents perdent le sens de leur travail et cherchent à éviter les erreurs. Nous sommes obligés d'abandonner ou de décaler des tâches fondamentales. Notre souhait est d'être auprès des patients et de pouvoir soigner avec nos valeurs professionnelles.

L'ARS nous répond : « numéro vert de psychologue du travail » !!!



3- Avec arrogance l'ARS dit refuser de mettre de l'argent dans des services « désorganisés » et joue la concurrence entre les services.

A plusieurs reprises le Directeur de l'ARS nous demandera pourquoi il y a des services où il n'y a pas de problème (sans jamais nous citer lesquels). Il sous-entend que là où il y a des problèmes c'est la faute des agents qui refusent les changements imposés par la Direction.

Nous opposons des exemples de difficultés concrètes dans toutes les spécialités de l'établissement (MCO, SSR Adulte et Enfant, Psychiatrie Adulte et Enfant, ainsi que dans les services administratifs). L'ARS reste dans son monologue managérial et dit qu'il faut d'abord modifier le fonctionnement des services et réaliser les travaux nécessaires, quitte à ponctionner sur la masse salariale pour les financer.

4- Avec aplomb l'ARS prétend vouloir poursuivre le dialogue et continuer le PRE.

Le Directeur de l'ARS dit clairement vouloir continuer l'application des directives du gouvernement et de la réforme de la santé : les agents doivent « poursuivre les efforts ». Questionné à plusieurs reprises là-dessus il ne dira jamais ce qu'il entend par « les efforts ». Est-ce être 1 IDE la nuit pour 2 unités d'entrants en psychiatrie adulte ? Est-ce continuer à faire attendre 6 mois voire 1 an des enfants pour un 1^{er} RDV en pédopsychiatrie ? Est-ce déléguer certaines tâches essentielles du travail en psychiatrie adulte au médico-social. Est-ce continuer à brancher des sondes gastriques avec 1 heure de retard ? Est-ce continuer de faire à 2 le travail de 4 en maternité ?

Là-dessus, pas de réponse de l'ARS !





Compte-rendu CGT de la rencontre avec le Maire de Charenton.

Vendredi 21 septembre, M. Gicquel maire de la Ville de Charenton et président du Conseil de Surveillance des HSM en présence de Mme. Peynègre Directrice des HSM, a reçu les représentants CGT et SUD.

Nous avons exposé le très profond malaise des personnels face à une politique de destruction de nos Hôpitaux et de l'urgence à agir avant la survenue d'un drame pour les patients ou le personnel. La CGT a insisté sur la souffrance des personnels et sur les conséquences dramatiques sur la qualité des soins. Nous avons rappelé au Maire sa responsabilité en tant que Président du Conseil de Surveillance et que certains patients et soignants sont ses administrés.

Le discours tenu par la Directrice des HSM n'a pas varié : « *le PRE est indispensable pour sauver nos Hôpitaux et si l'assentiment des personnels n'est pas systématique c'est par ce qu'ils n'ont pas compris les enjeux et sont réticent au changement* ». « *La Direction fera preuve de plus de pédagogie* ». Elle illustre son propos : « *Peut-être qu'aux HSM les agents avaient trop l'habitude de faire de la haute couture. Ils doivent peut-être accepter maintenant de faire du prêt-à-porter* ».



Pour la Directrice, il est nécessaire de changer les pratiques professionnelles et les valeurs des soignants pour être conforme à la politique de santé.

Le Maire répond : 1- Le PRE est nécessaire pour revenir à l'équilibre. 2- En cas de malaise professionnel nous pourrions nous tourner vers la médecine du travail. 3- L'opposition au PRE « *risquerait de provoquer le désintérêt définitif des tutelles pour les HSM, ce qui nuirait à nos hôpitaux* ». (???)

Il accepte donc la diminution de la qualité des soins, la destruction des emplois à l'hôpital, le risque de survenue de drames afin de ne pas déplaire aux tutelles (ARS et Ministère).



La lutte en quelques dates

Février 2018 : 1ère réunion sur le volet social du projet d'établissement. La DRH annonce qu'il se fera dans « le cadre contraint de restriction budgétaire et d'un PRE demandé par l'ARS (l'Agence Régionale de Santé) pour le mois de juin ». La CGT quitte immédiatement la réunion : pas de discussion sur le volet social si la Direction prévoit encore de supprimer des postes, de dégrader les conditions de travail et la qualité des soins.

Juin 2018 : La Direction présente le PRE aux syndicats. CGT et SUD mobilisent les agents.

22 juin : la Direction présente le PRE au Conseil de Surveillance. 60 agents déterminés envahissent la salle du Conseil et le font annuler.

3 juillet : Nouveau Conseil de Surveillance. 100 agents mobilisés empêchent le Directeur de l'ARS d'y participer. Il est obligé de quitter l'établissement. La Direction passe en force et applique le PRE. Les conséquences désastreuses se font sentir dès l'été.

20 septembre : Suite à l'AG du 3 juillet, organisation d'un rassemblement devant l'ARS Val de Marne. Une délégation a été reçue. 70 agents et patients étaient présents.

21 septembre : Mr Gicquel Maire de Charenton et président du Conseil de Surveillance reçoit les syndicats CGT et SUD en présence de Mme Peynègre Directrice de l'établissement.

Le point de vue de la CGT-HSM !

Directeur de l'ARS, Direction d'établissement et Président du Conseil de Surveillance, disent qu'ils continueront d'appliquer les directives du gouvernement et la réforme de la santé. Tous soutiennent cette politique destructrice des services publics et de diminution des emplois qui désorganise les services de l'hôpital : SSR, Maternité, Psychiatrie, Services Administratifs, Service Ouvriers, Service Social ... Ils refusent d'écouter le cri d'alerte des hospitaliers sur la dégradation des soins et des conditions de travail.

La situation est claire, nous n'acceptons pas la dégradation du service public de santé. L'objectif du service public de santé devrait être de faire : « de la haute couture de masse. »

C'est-à-dire des soins de qualité adaptés à chacun. Nous appelons les agents à se mobiliser collectivement au sein de l'établissement, dans chaque service, en continuant à établir des revendications précises pour imposer un autre avenir à l'hôpital. Dans l'unité, mobilisons-nous avec l'ensemble des corps de métiers qui comme nous subissent des réformes injustes et destructrices du gouvernement.

N'en déplaise à la Directrice des HSM, les agents ont très bien compris la politique du Ministère et de l'ARS. Ils en subissent chaque jour les conséquences.

Nous appelons tous les services à se rassembler mardi 9 octobre de 13h à 13h30 devant la DRH !

(Un préavis de grève a été déposé)

- **Une action symbolique contre les suppressions de postes sera menée !**
- **Venez avec vos pancartes et vos revendications !**

Avez-vous lu le journal de la Direction Passerelle n°11 ?



En bas des pages on peut compter le nombre de départ (59) de départ en retraite (27) et le nombre d'arrivé (44) pour les mois de mai, juin juillet et août 2018. Soit un différentiel de moins 42 agents en 4 mois. A ce rythme-là il n'y aura bientôt plus personnes dans l'hôpital.

Toutes les infos sur : cgthsm.blogspot.fr



Toute l'info sur : cgthsm.blogspot.fr

Tel : 01.43.96.60.57

le site des Hôpitaux de Saint Maurice

CGT



Ensemble, la riposte

Bulletin de syndicalisation

Nom : Prénom :

Service :

Adresse :

Tel : Mail :

A retourner à : Local CGT-HSM, Hôpitaux de Saint-Maurice, 12/14 rue du Val d'Osne, 94410 Saint-Maurice.